



## Nos premières propositions dans le Grand Débat national

*Depuis sa fondation, La France Audacieuse a porté plus de 80 propositions dans le débat public sur des sujets qui sont au cœur de la vie des Français (la sécurité, le pouvoir d'achat, la solidarité territoriale, l'agriculture, l'Europe...)*

*Ces idées et propositions sont issues de ce que nos milliers d'élus et nos référents locaux entendent chaque jour dans nos territoires, mais aussi de ce que nous observons lors de nos déplacements nationaux.*

*Elles proviennent également de la plateforme participative numérique que nous avons lancée en décembre 2017 lors de notre réunion publique de Nice, dans le but d'offrir à nos adhérents élus et citoyens un espace interactif pour débattre et échanger.*

*Toutes nos propositions sont disponibles par thème sur [www.la-france-audacieuse.fr/nos-propositions](http://www.la-france-audacieuse.fr/nos-propositions).*

*En janvier 2019, nous avons lancé une grande consultation numérique permettant à chacun de faire remonter son avis et ses propositions.*

*Riche de toutes ces initiatives, La France Audacieuse s'engage aujourd'hui dans le Grand Débat national en portant les 10 premières propositions ci-dessous.*

# Améliorer le pouvoir d'achat des Français

---

## 1. Encadrer les marges de la grande distribution

En encadrant les marges de la grande distribution, l'Etat doit inciter à la baisse du prix des produits de premières nécessités tout en préservant les revenus des producteurs.

L'augmentation de ces produits frappe en premier lieu les plus modestes de nos concitoyens.

## 2. Agir sur le prix des carburants

La hausse constante de leur prix n'est plus acceptable. Les taxes étatiques ne doivent être plus proportionnelles mais forfaitaires. Les régions doivent également pouvoir développer la fiscalité verte en instaurant une taxation sur les poids lourds étrangers en transit sur nos routes.

## 3. Que la pension de retraite ne soit jamais inférieure à la première pension reçue

Il est temps de reconnaître dans la constitution que les pensions de retraites ne puissent jamais baisser afin de garantir la stabilité économique des retraités.

## Remettre de la justice fiscale

---

### 4. Maintenir la disparition totale de la taxe d'habitation

Le gouvernement doit respecter son engagement de supprimer totalement la taxe d'habitation. Un rétropédalage provoquerait des inégalités fiscales et serait un signal défavorable à l'endroit de certains Français. Nous demandons l'ouverture d'un débat sur la fiscalité locale qui permettrait d'allier une réelle autonomie des collectivités et une plus grande cohérence fiscale.

### 5. Remplacer l'ISF par une taxe sur les dividendes des grands groupes et des GAFA

Il faut taxer les entreprises appelées GAFA dont les profits deviennent supérieurs à des budgets étatiques. L'urgence aujourd'hui c'est d'obtenir au niveau européen la taxation de ces GAFA plutôt que l'accentuation même déguisée de la pression fiscale en remettant l'ISF.

### 6. Supprimer les droits de succession pour 95% des français

Mettre en place un abattement assez élevé pour que le droit de transmettre ses biens immobiliers à ses enfants soit un droit inaliénable.

### 7. Exonérer d'impôts les bénéfices réinvestis dans l'entreprise

Cette mesure est le meilleur moyen de favoriser l'investissement et le développement de nos TPE/PME/TPI. Nous pourrions également autoriser la défiscalisation de l'argent investi dans une Start up ou une jeune PME/TPI/ETI sur le modèle anglais des business angels.

## Favoriser l'initiative locale et l'autonomie des collectivités

---

### 8. Faciliter la mise en place de Small Business Act local

Il faut que nous puissions définir des règles dans les appels d'offre qui permettent de favoriser les entreprises locales et les emplois locaux.

### 9. Que les communes qui investissent et prennent des mesures de pouvoir d'achat fortes soient récompensées

Cette proposition peut se traduire notamment par un bonus en réformant le système de péréquation.

### 10. Restaurer l'autonomie des communes

Pour refonder notre démocratie locale, les maires doivent pouvoir gérer leur collectivité comme une entreprise sur des sujets aussi divers que les ressources humaines (capacité de modifier le point d'indice, possibilité d'heures supplémentaires défiscalisées...), les relations avec les autres institutions (droit de veto dans les intercommunalités, mise en place de Conseil des maires...) ou d'expérimentations locales.

